



Diagnostic de la cohérence des politiques pour les systèmes alimentaires

Résultats du Bénin



La cohérence des politiques sur les systèmes alimentaires est l'alignement des politiques qui impactent le système alimentaire dans le but d'atteindre des objectifs sanitaires, environnementaux, sociaux et économiques, afin de garantir que les politiques conçues pour améliorer un résultat du système alimentaire ne compromettent pas les autres et, lorsque cela est possible, tirent parti des synergies entre les domaines politiques afin d'obtenir de meilleurs résultats pour tous¹.

L'outil de diagnostic de la cohérence des politiques pour les systèmes alimentaires offre une méthodologie pratique pour évaluer la cohérence des politiques pour les systèmes alimentaires et fournir des recommandations concrètes pour l'améliorer. Elle a été appliquée au Bénin en 2025 au travers d'une revue documentaire approfondie et de consultations d'experts.

Structures et mécanismes

Le premier module de l'outil examine s'il existe des structures et des mécanismes en place qui augmenteraient la probabilité de parvenir à une cohérence des politiques. Les résultats

pour le Bénin, présentés ci-dessous, indiquent que la communauté politique du système alimentaire du Bénin a pris des mesures en vue de la transformation en commençant à travailler sur les documents cadres afin de guider la transformation du système alimentaire, mais qu'il existe des domaines à renforcer, notamment en termes de capacité et de mise en œuvre, d'inclusivité et d'engagement des parties prenantes, ainsi que de suivi et de responsabilité. Alors que le Bénin élabore actuellement sa stratégie relative aux systèmes alimentaires, certaines des faiblesses existantes seront probablement corrigées grâce à ce processus.

1. Adapté d'après Parsons et Hawkes. 2019. Policy Coherence in Food Systems.

Structures et mécanismes du Bénin en faveur de la cohérence des politiques pour le système alimentaire

Domain	Analysis and Recommendations
Documents-cadres	Le Bénin n'a pas soumis de document formel de voie à suivre lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) de 2021, mais il a depuis élaboré un rapport préliminaire ² , qui a servi de base à cette analyse. Le rapport a été élaboré grâce à la participation de diverses parties prenantes et constitue un point de départ solide , mais pourrait être renforcé par une vision plus spécifique, une approche plus intégrée du système alimentaire et des priorités de changement plus claires, accompagnées d' objectifs . Le développement d'une voie plus holistique vers des systèmes alimentaires est en cours et devrait être suivi jusqu'au bout pour fournir une vision plus complète.
Engagement politique	Les hauts dirigeants du Bénin ont publiquement soutenu une approche axée sur les systèmes alimentaires par le biais d'une déclaration du vice-président à l'UNFSS, démontrant ainsi un engagement politique de haut niveau. Une fois la voie des systèmes alimentaires élaborée, elle bénéficierait d'une approbation de haut niveau. Davantage d'efforts pourraient également être déployés pour garantir un engagement durable en faveur d'une approche axée sur les systèmes alimentaires au-delà des cycles électoraux ou des mandats gouvernementaux.
Capacité et mise en œuvre	Alors que le Bénin finalise son parcours vers un système alimentaire, il pourrait renforcer plusieurs domaines de capacité et de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> • Adopter ou ratifier formellement la voie à suivre pour l'intégrer dans les politiques générales, ce qui pourrait renforcer la probabilité de mise en œuvre, et garantir que ses priorités sont reflétées dans les politiques nationales existantes • Élaborer un plan d'action plus complet pour la mise en œuvre du parcours. • Élaborer et approuver un plan d'investissement ou un budget complet et chiffré pour la mise en œuvre du parcours. • Élargir les efforts existants en matière de renforcement des capacités des systèmes alimentaires à un ensemble plus large de secteurs au sein du gouvernement.
Structures de coordination	Le Bénin a une institution chef de file responsable de la transformation du système alimentaire, l'Agence nationale pour l'alimentation et la nutrition (ANAN), et une plateforme nationale permanente de coordination sur les sujets liés aux systèmes alimentaires. Il existe également un forum pour engager les municipalités sur les sujets liés au système alimentaire, favorisant la cohérence entre les politiques nationales et locales. Le pays pourrait bénéficier de la désignation de champions ou de défenseurs de la transformation des systèmes alimentaires, intégrés au sein de différents ministères.
Inclusivité, engagement et voix des parties prenantes	Bien que le document préliminaire susmentionné soit le résultat de dialogues inclusifs, les parties prenantes pourraient envisager de mettre en place des mécanismes de consultation d'experts techniques/scientifiques sur les politiques du système alimentaire qui touchent différents secteurs.
Suivi et responsabilité	Le Bénin a mis en place des méthodes/outils pour évaluer les impacts potentiels des politiques et s'efforce de renforcer la capacité des services publics à collecter et analyser les données probantes sur les impacts des politiques ; ces deux éléments peuvent contribuer à garantir que les politiques n'ont pas de conséquences négatives imprévues. À l'avenir, les parties prenantes pourraient envisager de renforcer le suivi et la responsabilisation en élaborant des indicateurs clés de performance pour soutenir la prochaine stratégie nationale sur les systèmes alimentaires, ainsi que des rapports sur les étapes , les mécanismes et les responsabilités alignés sur la stratégie. Il sera alors essentiel de s'assurer que les résultats de suivi de ces indicateurs sont partagés publiquement.
<p>Note: La couleur verte indique les domaines dans lesquels les systèmes soutiennent fortement la cohérence; la couleur jaune indique les domaines dans lesquels ils soutiennent la cohérence de manière modérément forte; la couleur orange indique les domaines dans lesquels ils soutiennent seulement quelque peu la cohérence et la couleur rouge indique les domaines dans lesquels ils ne soutiennent généralement pas la cohérence.</p>	

2. Rapport du dialogue national sur la transformation des systèmes alimentaires au Bénin : Pistes Prioritaires. Octobre 2024.

Policy Conflicts & Synergies

Le module 2 examine les conflits et les synergies entre les politiques existantes dans six secteurs (présentés dans les colonnes du tableau ci-dessous) et la réalisation d'objectifs clés de la transformation du système alimentaire, tirés du processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires [United Nations Food Systems Summit] et présentés dans les lignes du tableau ci-dessous.

Les résultats pour le Bénin sont indiqués dans l'ombrage de chaque cellule du tableau, suivant la légende indiquée sous le tableau. Par exemple, l'ombrage vert foncé dans la première cellule indique que les politiques agricoles examinées sont très cohérentes avec (soutiennent) l'objectif d'augmentation de l'offre des principales cultures de base, ce qui contribue à atteindre l'objectif Faim zéro. En revanche, les politiques environnementales se révèlent très incohérentes avec l'objectif d'obtenir des salaires adéquats pour les travailleurs du système alimentaire.

Cohérence entre les politiques du Bénin et les principaux objectifs du système alimentaire

		Agriculture	Santé	Environnement	Commerce	Social	Industriel, économique et monétaire
Faim Zero	Augmentation de l'offre des principaux produits de base						
	Prix abordables pour les principaux produits de base						
Résilience climatique	Adaptation						
	Atténuation du changement climatique						
Alimentations saines	Consommation alimentaire plus nutritive						
	Consommation alimentaire moins malsaine						
	Réduction des pertes et du gaspillage alimentaires						
Travail décent	Salaires adéquats pour les travailleurs du système alimentaire						
	Protection sociale efficace et sensible à la nutrition						
	Autonomisation des femmes et des filles						
LÉGENDE	Très cohérent	Plutôt cohérent	Ni cohérent ni incohérent	Un peu incohérent	Très incohérent	Non évalué	
Les politiques examinées dans ce secteur étaient tout à fait conformes à la réalisation de cet objectif				Les politiques examinées dans ce secteur n'étaient généralement pas en phase avec la réalisation de cet objectif			



Il est encourageant de constater que de nombreux domaines politiques se sont révélés très cohérents avec la plupart des objectifs des systèmes alimentaires. Cela était particulièrement vrai pour les politiques commerciales et sociales.



Par exemple, **les politiques sociales** contribuent à réduire la faim grâce à des politiques de protection sociale ciblant les ménages ruraux

pauvres, à la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'alimentation et à des subventions ou transferts alimentaires pour les ménages les plus vulnérables. Elles soutiennent un travail décent en donnant accès à la sécurité sociale et en exigeant une indemnisation en cas d'accident du travail.



Les politiques commerciales

soutiennent la résilience au changement climatique et aux catastrophes en incluant des clauses de durabilité environnementale dans les accords commerciaux, en ratifiant des accords qui soutiennent la coopération en matière d'adaptation au changement climatique et en étendant les subventions liées au climat aux entreprises exportatrices. Elles contribuent à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires en mettant en place des mesures visant à réduire les pertes lors des importations et des exportations, des mesures de facilitation des échanges de

haute qualité et des accords de facilitation des échanges qui visent à accélérer la circulation et le dédouanement des marchandises le long des chaînes d'approvisionnement. Elles pourraient faire davantage pour soutenir une alimentation saine en abaissant les droits de douane sur les aliments nutritifs importés et en augmentant les exigences en matière d'étiquetage des aliments importés.



D'autres domaines politiques ont également fait l'objet d'incohérences. Par exemple, **les politiques de santé** soutiennent la consommation d'une

alimentation saine par le biais de campagnes publiques visant à promouvoir une alimentation saine et l'enrichissement obligatoire des aliments de base. Elles pourraient faire davantage en incluant des étiquettes nutritionnelles obligatoires sur les aliments, en particulier des étiquettes « sur le devant de l'emballage », en réglementant la publicité alimentaire et en adoptant des normes obligatoires pour les aliments servis dans les écoles. Elles soutiennent l'autonomisation des femmes en permettant un accès à la contraception et en fournissant des soins de santé maternelle et infantile gratuits ou subventionnés, mais elles pourraient faire davantage en garantissant l'accès à des services de santé sensibles au genre.



Les politiques agricoles sont largement cohérentes avec les objectifs de réduction de la faim, notamment en soutenant la production des principales cultures de base par le biais de services de vulgarisation, d'intrants subventionnés, de fourniture d'irrigation ainsi que de recherche et développement. Elles soutiennent l'adaptation au changement climatique par la recherche et le développement de cultures et de races d'élevage résilientes au climat, en encourageant l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat et en soutenant la diversification des cultures. Bien qu'elles soient cohérentes avec l'autonomisation des femmes en termes de soutien à l'accès des agricultrices à l'information et aux intrants, elles pourraient faire davantage en renforçant l'accès des agricultrices aux services financiers et en développant des technologies agricoles spécialement adaptées à leurs besoins.



Les politiques environnementales sont en grande partie compatibles avec la résilience au changement climatique, notamment en soutenant la conservation des sols et la reforestation, en fournissant des systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles, en augmentant l'utilisation des énergies renouvelables et en restaurant les écosystèmes d'eau douce. Elles pourraient faire davantage en envisageant des efforts plus importants pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'irrigation et en ajoutant des mesures temporaires d'exclusion

du pâturage pour les prairies vulnérables. Elles soutiennent une alimentation saine en ne restreignant pas l'utilisation des terres pour l'agriculture urbaine et périurbaine, ce qui peut aider les citoyens à cultiver des jardins familiaux pour des produits nutritifs, et en soutenant l'utilisation de l'agroforesterie et des aliments récoltés dans la nature. Mais elles pourraient faire davantage pour réduire la consommation d'aliments malsains en limitant l'utilisation de plastiques à usage unique pour les emballages alimentaires, car ces types d'emballages privilégient souvent des aliments hautement transformés et moins sains par rapport à des alternatives plus saines.



Les politiques industrielles, économiques et monétaires

soutiennent la réduction de la faim en reconnaissant l'agriculture comme un secteur important pour la croissance économique, en soutenant le développement des infrastructures rurales, en offrant des incitations à la production de cultures de base et en limitant les prix excessifs associés aux comportements anticoncurrentiels. Elles soutiennent le travail décent par le biais de lois sur le salaire minimum, en permettant la collaboration avec des agences internationales dans des programmes d'aide alimentaire et en prévoyant des réserves alimentaires nationales/stocks tampons, mais elles pourraient faire davantage en veillant à ce que les travailleurs du système alimentaire soient rémunérés avec un salaire décent.



Conclusion

Cette analyse comporte quelques réserves. Dans un premier temps, cette application a été menée au niveau national. Les politiques et initiatives potentiellement pertinentes au niveau du district ne sont donc pas reflétées, ce qui peut sous-estimer ou surestimer le niveau de cohérence. Deuxièmement, la politique est complexe et dynamique, et les objectifs de la transformation du système alimentaire sont nombreux ; cette analyse ne prend en compte qu'un nombre limité d'objectifs et de politiques des systèmes alimentaires à un moment donné. En outre, les domaines d'incohérence dans les politiques ne doivent pas nécessairement être considérés comme « mauvais » ; il existe certains cas où l'incohérence peut avoir du sens, par exemple en raison de la priorisation des objectifs ou des nécessités d'économie politique.

Cependant, l'incohérence des politiques peut parfois conduire à une inefficacité et à une moindre probabilité d'atteindre les objectifs politiques, ainsi qu'à des occasions manquées de tirer parti des synergies entre les domaines politiques où elles existent. Bien qu'il soit peu probable – et potentiellement indésirable – d'atteindre une cohérence parfaite entre toutes les politiques liées à l'alimentation et tous les résultats, compte tenu des coûts associés à la coordination et à l'alignement, en identifiant et en gérant les synergies et les compromis critiques, le gouvernement du Bénin et les parties prenantes qui le soutiennent peuvent mieux aligner leurs efforts pour atteindre des objectifs clés.





Vous pouvez accéder à l'outil et aux ressources de soutien ici:



Ce travail a été réalisé dans le cadre du programme Nourishing Food Pathways de GAIN, the Global Alliance for Improved Nutrition, financé conjointement par



Co-funded by
the European Union



Irish Aid
An Roinn Gnóthaí Eachtracha
Department of Foreign Affairs



Ministry of Foreign Affairs



Les résultats, idées et conclusions présentés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques de la GAIN ou des agences susmentionnées.